

MAÎTRE D'OUVRAGE :

## COMMUNE D'ENTREPIERRES (04)

OBJET DU MARCHÉ :

### SCHÉMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT

### RAPPORT DE PHASE III MEMOIRE JUSTIFICATIF DE ZONAGE MISSION N°11.36

FINANCEURS ASSOCIÉS :

Conseil Général 04

Agence de l'eau RMC



Version	Commentaire	Auteur			Visa		
		nom	date	signature	nom	date	signature
1	Base	DBE	26/03/12		NRI	26/03/12	
2							



COOPÉRATIVE LOCALE D'ASSISTANCE  
ET D'INGÉNIERIE DE L'EAU  
Ferme Belle Aureille – Micropolis - 05000 GAP  
SIREN n° 524 781 606  
Tél. : 09.81.03.59.38 - Courriel : contact@claie.fr

## SOMMAIRE

A. SYNTHÈSE DES DONNÉES GÉNÉRALES .....	7
I. URBANISME ET POLLUTION .....	9
I.1. Évolution démographique .....	9
I.2. Le parc des logements et leur répartition .....	9
I.3. Accueil touristique et développement .....	10
I.4. Activités industrielles ou assimilées .....	11
I.5. Activités agricoles .....	11
II. TARIFICATION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT .....	11
III. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	12
B. APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	13
I. FONCTIONNEMENT TYPE D'UNE FILIÈRE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ..	15
II. METHODOLOGIE – DEFINITION DES CONTRAINTES .....	16
II.1. Contraintes d'habitat .....	16
II.2. Contraintes environnementales .....	17
II.3. Contraintes de sols.....	17
III. INTERPRÉTATION ET DIMENSIONNEMENT .....	18
IV. APTITUDES GÉNÉRALES.....	19
IV.1. Première zone : St Puy - Beaumas .....	19
IV.2. Deuxième zone : Mairie - Charagne.....	20
IV.3. Troisième zone : Vilhosc - Margueri .....	20
IV.4. Quatrième zone : Mezien – Les Naux .....	21
IV.5. Zones éparses : Village – Coignets – St Symphorien .....	21
C. JUSTIFICATION DU ZONAGE - COMPARATIF DE SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT.....	23
I. BASE DE CALCUL ET HYPOTHESES.....	25
I.1. Assainissement collectif .....	25
I.2. Assainissement non collectif .....	25
II. HAMEAU DE CHARAGNE (RIVE GAUCHE) .....	26
III. SECTEUR MAIRIE- CHARAGNE (RIVE DROITE ET GAUCHE) .....	27
IV. HAMEAU DE MARGUERY.....	28

D. ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT .....	29
I. CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT .....	31
II. ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	31
II.1. Vieux village d'Entrepierres et Vilhosc .....	31
II.2. Charagne.....	31
III. ZONES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	32
IV. SYNTHESE.....	32
E. ASSAINISSEMENT COLLECTIF -LES OBLIGATIONS.....	33
I. LES OBLIGATIONS DE LA COMMUNE (OU DU DELEGATAIRE).....	35
II. LES OBLIGATIONS DES USAGERS .....	35
II.1. Le raccordement au réseau .....	35
II.2. Redevances assainissement .....	37
F. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – LES OBLIGATIONS .....	39
I. LES OBLIGATIONS DE LA COMMUNE (OU DU DELEGATAIRE).....	41
I.1. Textes réglementaires.....	41
I.2. Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.).....	41
I.3. Les obligations de contrôle.....	42
II. LES OBLIGATIONS DES USAGERS .....	43
II.1. Contraintes d'implantation pour les systèmes A.N.C .....	43
II.2. Choix de la filière .....	43
II.3. Matières de vidange.....	44
II.4. Devenir des dispositifs A.N.C. hors d'usage .....	44
II.5. Poursuite et sanction en cas de pollution causé par un système d'assainissement non collectif.....	45
II.6. Réhabilitation des dispositifs d'A.N.C.....	46
II.7. Permis de construire .....	46
II.8. Possibilité de raccorder au réseau une parcelle zonée en assainissement non collectif .....	46
ANNEXE : PLANCHES CARTOGRAPHIQUES.....	47
ANNEXE : FILIERES TYPES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ..	49

## LISTE DES PLANCHES

N°	TITRE
1	Aptitude générale des sols à l'assainissement non collectif
2	Zonage de l'assainissement

NOTA : Les planches cartographiques sont présentées en annexe.

## LISTE DES ANNEXES

N°	TITRE
1	Planches cartographiques
2	Filières types d'assainissement non collectif

## PREAMBULE

Dans le cadre du premier Schéma Directeur d'Assainissement réalisé en 1996 par le bureau d'études G2C Environnement, **une étude générale des sols et des contraintes** sur les secteurs habités a été initié. Une réflexion sur les secteurs problématiques a permis de mettre en place en 1998 **un système d'assainissement collectif pour le vieux village d'Entrepierres et un pour les habitations situées sur l'éperon rocheux de Vilhosc.**

Cependant, l'enquête publique n'ayant pas été réalisée, le zonage réglementaire de l'assainissement n'a pas été approuvé.

Réglementairement, l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la constitution d'un zonage d'assainissement :

*"Les communes doivent délimiter, après enquête publique :*

- ***les zones d'assainissement collectif*** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ***les zones d'assainissement non collectif*** où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien".

**Les conclusions sont synthétisées sur la carte réglementaire : le zonage d'assainissement.**

La commune a engagé cette réflexion prospective sur l'assainissement via trois points essentiels :

- ⇒ la connaissance exhaustive des limites de la zone d'assainissement collectif en vue d'anticiper ses besoins,
- ⇒ l'identification des zones non raccordées en vue du contrôle des installations au plus tard le 31/12/2012 (article 54 loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques),
- ⇒ l'information des particuliers sur la nature de leurs nouvelles obligations.

De plus, la commune ayant lancé une étude d'urbanisme au stade P.L.U. (ou Plan Local d'Urbanisme), les perspectives de développement envisagés doivent être en mises en cohérence avec les infrastructures existantes, et notamment l'assainissement.

Le présent document est le **mémoire de zonage** qui sera soumis à l'enquête publique.

## **A - SYNTHÈSE DES DONNÉES GÉNÉRALES**

- Données de population, de logements, et d'urbanisme
- Présentation de la zone d'études et de son environnement

## **B – APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

- Principe de l'étude des contraintes et d'aptitude des zones à l'assainissement autonome
- Etude pédologique des hameaux (*SDA G2C, 1996*)
- Etude avant-projet pour la réhabilitation de 15 dispositifs en assainissement non collectif (*G2C APS 05419, 2006*)
- Etude de localisation des argiles gonflantes (*Sol Concept, dossier n°4700*)

## **C – JUSTIFICATION DU ZONAGE**

## **D – ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**

## **D – ASSAINISSEMENT COLLECTIF – LES OBLIGATIONS**

## **E – ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – LES OBLIGATIONS**

## **A. SYNTHÈSE DES DONNÉES GÉNÉRALES**

---

## I. URBANISME ET POLLUTION

### I.1. EVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

Les données INSEE révèlent **une hausse constante de la population depuis 1962**. Le niveau de population d'Entrepierres ne cesse de croître sous l'effet dynamique du pays de Sisteron.

	1975	1982	1990	1999	2007
<b>Population</b>	136	163	205	314	<b>382</b>
<b>Taux de variation annuelle (%)</b>	+2,6	+2,9	+4,8	+2,5	

Source : Recensement Insee

### I.2. LE PARC DES LOGEMENTS ET LEUR RÉPARTITION

En 1999 et en 2007, le nombre total de logements se répartit comme suit :

	1999	2007
Nombre de résidences principales	126	152
Nombre de résidences secondaires et logements occasionnels	88	117
Logements vacants	4	3
<b>Ensemble des logements</b>	<b>218</b>	<b>272</b>

Source : Recensement Insee

Le taux d'occupation moyen des résidences principales (taille des ménages) est de **2,5 habitants par logement** en 2007 ainsi qu'en 1999.

La répartition des logements est concentrée autour de quelques hameaux importants notamment :

- Beaumas – Saint Puy,
- La Charagne – Sibières avec l'école et la mairie,
- Marguery – Vilhosc,
- Vieux village,
- Mézien.

Secteur géographique	Nombre d'habitations
Mézien	60
Baumas – St Puy	37
Mairie – Girale - Charagne	25
Vilhosc	18
Vieux village Entrepierres	16
La Colette / La Croix	19
L'Adrech	17
Cante l'abri	13
Marguery	12
Les Granges	8
Les Naux	5
<b>Total</b>	<b>230</b>

Source : Données communales (2011)

**NB :** une habitation peut comporter plusieurs logements, ce qui explique la différence avec le tableau INSEE page précédente.

### **1.3. ACCUEIL TOURISTIQUE ET DÉVELOPPEMENT**

Au regard de la répartition des logements principaux et secondaires, **la population de la commune d'Entrepierres est susceptible de doubler en période d'affluence touristique**, et notamment durant l'été.

Les structures d'accueil sont réduites, nous comptons 4 gîtes sur la commune. Par contre, les habitations secondaires ont plus augmenté que les résidences principales sur la période 1999-2007.

En cours d'élaboration du P.L.U. (Plan Local d'Urbanisme) avec le cabinet d'urbaniste PM Consultant, la commune finalise les orientations de développement.

Les tendances retenues consistent à **densifier l'habitat au travers d'un développement maîtrisé :**

- **autour du pôle école-mairie, notamment sur le secteur de Charagne en rive gauche du Riou du Jabron ;**
- **sur le hameau de Marguery.**

Un léger développement sur le hameau de Mézien au lieu-dit «Baille Le Vieux » sera envisagé.

#### **I.4. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES OU ASSIMILÉES**

---

Aucune activité industrielle au sens strict n'a été recensée sur la commune d'Entrepierres.

#### **I.5. ACTIVITÉS AGRICOLES**

---

Source : Recensement Agricole, Agreste, 2000.

En 2000, sur les 4 779 ha de la commune d'Entrepierres, 383 ha sont utilisées en tant que terres agricoles réparties sur **5 exploitations** (dont 4 sont des exploitations agricoles professionnelles).

## **II. TARIFICATION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT**

Nombre d'abonnés à l'eau potable : 251 ;

Nombre d'abonnés à l'assainissement collectif : 21 ;

Taux de raccordement : 8%.

	Part fixe	Part variable
Assainissement collectif	76,22 €	<u>Traitement</u> : 0,76 €/m <sup>3</sup> ; <u>Modernisation réseaux</u> : 0,12 €/m <sup>3</sup> .
Assainissement non collectif	22,00 €	Pas de part variable.

Source : données communales (2011)

### III. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le service S.P.A.N.C. (Service Public d'Assainissement Non Collectif) est créé sur Entrepierres depuis 2000. Un technicien spécialisé est employé par la commune pour **la gestion et le contrôle des quelques 230 dispositifs d'assainissement autonome** présents sur la commune. Depuis cette année 2012, la compétence a été déléguée au niveau intercommunal.

Les priorités de réhabilitation d'un dispositif sont définies par la grille de l'Agence de l'eau suivant le fonctionnement, l'impact sur le milieu et le risque sanitaire :

**Priorité 1** (dispositifs à réhabilitation urgente) **note de 6 à 12**

**Priorité 2** (dispositifs à réhabilitation souhaitable mais différée) **note de 3 à 5**

**Priorité 3** (dispositifs dont la réhab. n'est pas indispensable) **note de 0 à 2.**

Suite à l'interprétation des données du S.P.A.N.C. (Service Public d'Assainissement Non Collectif) en phase I, nous obtenons les résultats suivants :

Ordre de priorité	Nombre	Pourcentage
<b>Priorité I</b>	<b>25</b>	<b>11 %</b>
Priorité II	57	26 %
Priorité III	104	47 %
Non visité	36	16 %
<b>Total des installations d'ANC</b>	<b>222</b>	<b>100 %</b>

**Les résultats sont significativement bons.** Ils montrent que l'état du parc d'assainissement autonome est majoritairement aux normes.

Le travail réalisé par le S.P.A.N.C. (informations techniques et réglementaires) a eu un effet marquant sur l'évolution des pratiques en assainissement autonome.

Ceci est d'autant plus remarquable que les sols sont fortement contraignants sur la commune.

## **B. APTITUDE À L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

---

## I. FONCTIONNEMENT TYPE D'UNE FILIÈRE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

(Cf. filières en annexe)

Le **prétraitement** est assuré par une fosse septique toutes eaux. Il peut être adjoint un bac dégraisseur pour les eaux ménagères si le positionnement de la fosse septique est éloigné de l'habitation. Ceci permet d'éviter le colmatage des canalisations par ce type d'effluent chargé en graisse. Un filtre pouzzolane est communément adjoint à l'intérieur de la fosse septique mais peut constituer également un ouvrage séparé.

Le **traitement** consiste en priorité en une infiltration des effluents issus de la fosse septique toutes eaux.

Cependant, en fonction de la nature des sols et de la place disponible, les systèmes de traitement doivent être adaptés. Ils varient des filières non drainées utilisant le sol en place aux filières drainées (sol reconstitué) où il est nécessaire de trouver un exutoire.

L'**évacuation** des eaux traitées se fait par ordre préférentiel :

- soit par infiltration in situ ;
- soit en réutilisation pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, à l'exception de l'irrigation de végétaux utilisés pour la consommation humaine et sous réserve d'absence de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux usées traitées ;
- soit par rejet dans le milieu hydraulique superficiel (autorisation du propriétaire ou gestionnaire du milieu récepteur, nouvel arrêté de 2009) ;
- soit par puits d'infiltration (autorisation communale, nouvel arrêté de 2009).

**NB :** *Les eaux usées domestiques d'une maison d'habitation classique peuvent être classées suivant deux catégories : les eaux vannes provenant des toilettes et wc ; et les eaux ménagères provenant des cuisines et salles de bains.*

## II. MÉTHODOLOGIE – DÉFINITION DES CONTRAINTES

Les modalités de préconisation du système d'assainissement non collectif sont déterminées par l'analyse des contraintes présentes sur site.

Cet objectif amène à s'intéresser aux paramètres révélateurs de la potentialité du bon fonctionnement de l'assainissement non collectif. La circulaire du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif fixe trois types de critères caractérisant l'aptitude des terrains à ce mode d'assainissement :

- **les contraintes d'habitat**, incluant la densité de la population, les accès, les pentes et contre-pentes ;
- **les contraintes environnementales** imposent une réflexion rigoureuse sur les possibilités d'épandage souterrain (proximité des sources et puits, zones naturelles) ;
- **les contraintes de sols** (texture, perméabilité, roche ou nappe présentes).

### II.1. CONTRAINTES D'HABITAT

---

Il est nécessaire de prendre en compte les éléments suivants :

- la surface parcellaire
- la surface disponible pour le dispositif d'épuration-dispersion
- la distance à respecter entre les ouvrages, les bâtiments et les limites de propriété
- l'accessibilité aux travaux :
  - ✓ l'étroitesse du portail d'entrée
  - ✓ les parcelles encloses par des murs
  - ✓ les logements jumelés ou accolés...
- les différents aménagements paysagers ou des sols (allées, murs paysagers, cour bétonnée, asphalte, plantation d'arbres...) pour lesquels la filière sera destructrice et provoquera une gêne pour les propriétaires
- les usages de l'eau en aval des dispositifs.

L'association de ces différentes observations (issues d'investigations de terrain) permet de définir les zones à étudier suivant quatre niveaux : contraintes de l'habitat fortes, moyennes, faibles ou nulles.

**L'implantation des divers ouvrages devra respecter les conditions suivantes** (document technique expérimental D.T.U. 64.1) :

- ↳ **5 mètres au minimum des limites de l'habitation,**
- ↳ **3 mètres au minimum de toute plantation et de toute clôture du voisinage.**

Pour répondre à ce type de contraintes, **une surface parcellaire totale de 1500 m<sup>2</sup> sera retenue minimum pour les futures habitations en zone d'A.N.C.** pour la mise en place de l'habitation et d'une filière d'assainissement autonome.

## 11.2. CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

---

On définit par contraintes environnementales toute entité vulnérable :

- la **proximité de cultures, d'élevage**,
- l'existence d'un **captage d'eau potable** public ou privé impose une distance **d'au moins 35 mètres** avec les dispositifs d'assainissement non collectif,
- la **présence de Z.N.I.E.F.F.** (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique),
- la **qualité des eaux** superficielles et souterraines.

**NB :** *L'épandage souterrain est accepté uniquement lorsque le niveau de la nappe maximum se situe à plus d'un mètre de profondeur.*

## 11.3. CONTRAINTES DE SOLS

---

En matière d'assainissement non collectif, le choix de la filière de traitement est fonction de :

- la **topographie** des terrains et parcelles,
- l'**hydromorphie** des sols. En effet, la présence d'eau dans le sol limite l'infiltration et l'épuration de l'effluent par diminution des forces de succion. Une zone non saturée (absence d'eau) en dessous du dispositif d'assainissement est donc indispensable pour que les effluents puissent correctement s'infiltrer dans le sol,
- la **perméabilité**, reflet du pouvoir épurateur des sols (pouvoir filtrant par le milieu biologique),
- la **nature** et la **profondeur** des horizons (texture - structure) et du substratum (imperméable, perméable en grand...) qui évaluent la dispersion et l'évacuation des eaux traitées dans le milieu naturel,
- l'existence d'**exutoires** pour les eaux usées et pluviales qui finalise le choix des filières préconisées.

### III. INTERPRÉTATION ET DIMENSIONNEMENT

Rappelons que les conditions indispensables à un épandage souterrain conforme aux normes en vigueur s'identifieront à :

- la pente du terrain < 15 % (fréquemment <10 %),
- la profondeur de sol sain > 1,40 mètres (absence de nappes),
- la perméabilité convenable entre 15 et 500 mm/h,
- la profondeur de la roche > 2 mètres.

L'aptitude d'une parcelle et d'un sol est donc déterminée par l'analyse suivante :

APTITUDE	PERMÉABILITÉ	PROFONDEUR DE LA NAPPE	PROFONDEUR DE LA ROCHE	PENTE
<b>Inapte</b>	< 6 mm/h	< 1,5 m	< 1,5 m	> 15 %
<b>Mauvaise</b>	entre 6 et 15 mm/h	< 1,5 m	< 1,5 m	> 15 %
<b>Modérée</b>	entre 15 et 50 mm/h	> 1,5 m	> 2 m	< 15 %
<b>Bonne</b>	> 50 mm/h	> 1,5 m	> 2 m	< 15 %

Le tableau ci-dessous n'est applicable que pour les logements comprenant au maximum cinq pièces principales. **Un calcul spécifique** est nécessaire pour les logements de plus grande taille ou les petits ensembles collectifs.

Valeur de K (test de percolation à niveau constant mm/h)	> 50	50 à 30	30 à 15	15 à 6
Hydromorphie	Sol très perméable	Moyennement perméable	Perméabilité médiocre	Très peu perméable
Jusqu'à 5 pièces principales	Tranchée d'épandage : 45m Lit d'épandage : 60m <sup>2</sup>	Tranchée d'épandage de 50m	Tranchée d'épandage de 80m	Etude particulière
<b>Nota :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les longueurs de tranchées d'épandage sont données pour une largeur de 0,5m,</li> <li>- Le niveau haut de la nappe doit se situer à au moins 1 mètre du fond de fouille,</li> <li>- pour K inférieur à 6 mm/h ou dans les terrains constitués d'argile gonflante, l'épandage souterrain est exclu et peut être remplacé par un lit filtrant drainé.</li> </ul>				

Source : D.T.U. 64.1 de mars 2007

**NB :** Une étude technique appropriée, dite étude de conception à la parcelle, est fortement recommandé afin de déterminer la perméabilité **au droit de chaque site futur de traitement** et d'assurer ainsi la pérennité de l'investissement généré.

## IV. APTITUDES GÉNÉRALES

*Cf. planche cartographique n°1*

Les zones d'études sont reprises du Schéma Directeur d'Assainissement précédent et concerne les zones principales d'habitats.

En l'absence de report précis des sondages et des perméabilités à la parcelle pour les données du SDA, il reste intéressant de **déterminer les tendances générales des contraintes** à l'assainissement non collectif pour ces zones.

**Les perméabilités issues d'études parcellaires spécifiques** dont nous avons connaissance au niveau du S.P.A.N.C. sont intégrées. Le projet en cours d'élaboration sur les sinistres liés à **la présence d'argile gonflante** est pris en compte également.

En conclusion, **une aptitude générale déterminant un type de filière** à l'échelle du hameau est prescrite.

### IV.1. PREMIÈRE ZONE : ST PUY - BEAUMAS

---

Les contraintes d'habitats sont faibles avec un habitat peu dense. Les pentes ne sont pas une contrainte réelle pour la mise en place des filières d'assainissement autonome.

Il n'a pas été relevé de contraintes environnementales.

**Le sol est majoritairement sablo- limoneux** de par la proximité avec la vallée de la Durance (terrasse alluviale ancienne). La perméabilité est supérieure à 15 mm/h. Ponctuellement à l'est du hameau, la présence de roche peut être prononcée et constituer une contrainte à l'assainissement autonome.

En conclusion, **l'aptitude générale** à l'assainissement non collectif du hameau du de St Puy Bréasc – Beaumas varie de **bonne à modérée**.

Sur la totalité du hameau, il est possible de mettre en place au niveau de l'habitation **une filière d'infiltration classique type tranchées d'épandage**. Les contraintes de roches ponctuellement sont à étudier au cas par cas où la mise en place **d'un traitement hors sol type tertre non drainé** pourra être nécessaire.

#### IV.2. DEUXIÈME ZONE : MAIRIE - CHARAGNE

---

Les contraintes d'habitats sont variables avec **des surfaces disponibles** pouvant être restreintes pour la partie au niveau de l'école et de la mairie et d'autres plus propice sur la Charagne ou les Sibières. **Les pentes** sont favorables.

**Un aléa fort (projet de plan de prévention des risques) est recensé à l'est et à l'ouest de la mairie lié au retrait- gonflement des argiles.**

**Le sol est homogène argilo – caillouteux avec une perméabilité faible ou nulle.** En proximité du Riou du Jabron, les remontées d'eau **génèrent une hydromorphie très poussée**, notamment sur le secteur école – mairie.

En conclusion, **l'aptitude générale** à l'assainissement non collectif sur le secteur est **mauvaise**.

Au vu de ces éléments, il est retenu la mise en place **d'une filière drainée type filtre à sable ou une filière compacte type microstation agréée**.

Un exutoire, comme le réseau pluvial, un fossé, ou le cours d'eau constitue le mode d'évacuation des eaux traitées. Une demande d'autorisation au gestionnaire du milieu est alors nécessaire. Un puits d'infiltration ou des tranchées filtrantes surdimensionnées **en fonction de la perméabilité réelle sur site** sont envisageables.

#### IV.3. TROISIÈME ZONE : VILHOSC - MARGUERI

---

Les contraintes d'habitats sont variables également avec **des surfaces disponibles** pouvant être restreintes sur Vilhosc. **Les pentes** sont favorables dans l'ensemble avec des pentes plus prononcées sous l'éperon rocheux.

**Un aléa fort (projet de plan de prévention des risques) est recensé sur le secteur de Margueri lié au retrait- gonflement des argiles.**

De même que sur le secteur de la mairie, **le sol est homogène argileux avec une perméabilité faible ou nulle**. Par contre, la présence de roche extrêmement compacte (sommets des marnes grises) est présente à des profondeurs variables.

En conclusion, **l'aptitude générale** à l'assainissement non collectif sur le secteur est **mauvaise**.

Au vu de ces éléments, il est retenu la mise en place **d'une filière drainée type filtre à sable ou une filière compacte type microstation agréée**. En l'absence de hauteur de sol suffisante, **les dispositifs hors sol type tertre** seront prescrits.

Un exutoire, comme le réseau pluvial, un fossé, ou le cours d'eau peut constituer le mode d'évacuation des eaux traitées. Une demande d'autorisation au gestionnaire du milieu est alors nécessaire. Un puits d'infiltration ou des tranchées filtrantes surdimensionnées **en fonction de la perméabilité réelle sur site** sont envisageables.

#### IV.4. QUATRIÈME ZONE : MEZIEN – LES NAUX

---

Des zones d'habitat plus dense sont présentes au milieu d'un tissu d'habitation éparse. Les pentes peuvent être contraignantes localement.

**Un aléa moyen (projet de plan de prévention des risques) est recensé sur tout le secteur lié au retrait- gonflement des argiles.**

**Le sol est homogène argileux** avec une tendance argilo – caillouteux au lieu-dit Roman. **La perméabilité est faible ou nulle.**

Une variante est présente très ponctuellement sur le lieu-dit Les Bailles Vieux et est constitué d'un horizon superficiel limoneux où la perméabilité est supérieure à 15 mm/h.

Au vu de ces éléments, il est retenu la mise en place **d'une filière drainée type filtre à sable ou une filière compacte type microstation agréée.**

Un exutoire, comme le réseau pluvial, un fossé, ou le cours d'eau peut constituer le mode d'évacuation des eaux traitées. Une demande d'autorisation au gestionnaire du milieu est alors nécessaire. Un puits d'infiltration ou des tranchées filtrantes surdimensionnées **en fonction de la perméabilité réelle sur site** sont envisageables.

Pour le cas particulier des Bailles Vieux, la mise en place **d'une filière d'infiltration classique type tranchées d'épandage est envisageable.**

#### IV.5. ZONES ÉPARSES : VILLAGE – COIGNETS – ST SYMPHORIEN

---

Pour le village, il s'agit des zones éloignées du vieux centre dense raccordé assainissement collectif. Le hameau de St Symphorien est en ruine. Les Coignets sont situés entre St Puy et la mairie.

L'habitat est diffus. Les pentes sont variables, marquées sur St Symphorien.

**Un aléa faible (projet de plan de prévention des risques) est recensé sur les Coignets et St Symphorien lié au retrait- gonflement des argiles. Il n'y a pas d'aléa sur le village.**

**Le sol est homogène argileux avec une perméabilité faible ou nulle.** La seule variante de sol est située aux Coignets avec la présence d'un horizon de surface limoneux malheureusement très peu épais (<30 cm).

Une seule filière reste adaptée à ces zones. Il s'agit **d'une filière drainée type filtre à sable ou une filière compacte type microstation agréée.**

Un exutoire, comme le réseau pluvial, un fossé, ou le cours d'eau peut constituer le mode d'évacuation des eaux traitées. Une demande d'autorisation au gestionnaire du milieu est alors nécessaire. Un puits d'infiltration ou des tranchées filtrantes surdimensionnées **en fonction de la perméabilité réelle sur site** sont envisageables.

## **C. JUSTIFICATION DU ZONAGE - COMPARATIF DE SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT**

---

## I. BASE DE CALCUL ET HYPOTHÈSES

### I.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

---

Les scénarios et comparatifs présentés ont été validés en phase précédente. Ils ont été retenus pour les zones justifiant :

- de contraintes fortes à l'assainissement non collectif,
- d'une certaine densité d'habitations existantes,
- d'un potentiel développement urbanistique (§ A.I.3).

Nous présenterons dans ce volet **les chiffrages estimatifs de phase II** sur les scénarios de Charagne (rive gauche du Riou du Jabron), de la mairie-école (rive droite et gauche) et de Marguery.

### I.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

---

Les bases de calcul **pour la création d'une filière de traitement** par filtre à sable vertical drainé, exemple de dispositif adapté à la majorité des cas au vu des études précédentes, peuvent représenter un **coût moyen de 8 500 € HT**

Dans le cadre d'une réhabilitation, nous poserons l'hypothèse que le prétraitement est réutilisable. Nous déduirons 2 000 € au prix indiqués ci-dessus (prix fourniture et pose d'une fosse septique toutes eaux 3000 l). **Le coût moyen en réhabilitation sera de 6 500 € H.T.**

Suivant les enquêtes réalisées par le SPANC et interprétées en phase I (diagnostic), nous poserons comme hypothèse pour le calcul comparatif des solutions d'assainissement que :

- **40% environ des dispositifs sont à réhabiliter** (priorités n°1 et n°2),
- **60% des dispositifs sont aux normes.**

## II. HAMEAU DE CHARAGNE (RIVE GAUCHE)

**Le scénario collectif « réhabilitation » prévoit une extension de réseau et la réhabilitation de la step privée de l'ancien camping (75 E.H., données constructeur Nitris SA).**

Cette capacité de traitement **limite le nombre d'habitations à raccorder**. L'hypothèse validée avec le cabinet PM Consultant, en charge du document d'urbanisme, est de connecter **30 habitations au maximum** sur cette station existante :

- soit 7 habitations existantes ;
- et donc **au maximum 23 habitations supplémentaires**.

La volonté de développement urbain sur le secteur bas du hameau de Charagne en amont de la route communale est prise en compte.

**Un deuxième scénario collectif « création »** reprend le scénario précédent sur le réseau de collecte mais prend en compte la réalisation d'une nouvelle step.

**Le scénario assainissement non collectif** prend en compte la réhabilitation de 40% des systèmes existants et la création de 23 autres.

Le tableau suivant synthétise les investissements envisagés sur **le hameau de Charagne**, avec comme développement retenu avec le cabinet d'urbniste de 30 habitations au total :

	Prix (€ H.T.)	
	global	par habitation
<b>Scénario collectif REHABILITATION</b>	190 000	6 330
<b>Scénario collectif CREATION</b>	240 000	8 000
<b>Assainissement non collectif</b>	202 000	6 730

Il est cohérent de classer **la zone Charagne en assainissement collectif** puisque :

- la variante collective « réhabilitation » est financièrement la plus intéressante,
- le développement d'habitats intermédiaires est parfaitement compatible, au contraire de l'assainissement non collectif.

### III. SECTEUR MAIRIE- CHARAGNE (RIVE DROITE ET GAUCHE)

Ce projet collectif a pour but d'étendre le projet d'assainissement collectif initial de Charagne sur la totalité du secteur Mairie – Charagne où une densification de l'habitat de la zone pourrait être retenue au stade du projet de P.L.U.

La zone comprend donc Charagne, ainsi que la rive droite avec l'école et la mairie et le hameau des Sibières (sous Charagne en rive gauche).

Le tableau suivant présente les investissements envisagés sur **le secteur Mairie-Charagne, comportant 25 habitations existantes et une trentaine projetées.**

	Prix (€ H.T.)	
	global	par habitation
<b>Scénario collectif</b>	543 500	9 900
<b>Assainissement non collectif</b>	358 500	6 500

D'un point de vue économique, la solution d'assainissement non collectif est la plus avantageuse.

Il est cohérent de classer **la zone de la mairie et des Sibières en assainissement non collectif** puisque :

- la vocation d'urbanisation n'engendre pas une densification suffisante pour justifier du système collectif,
- les contraintes à la pose d'un collecteur se révèlent nombreuses, avec notamment le passage de rive droite en rive gauche des effluents et la topographie générale (ravines en rive droite).

**NB :** *Les orientations du PLU seront revues à la baisse de moitié environ sur ce secteur.*

## IV. HAMEAU DE MARGUERY

L'implantation de futures habitations doublant potentiellement la capacité du hameau justifie l'étude d'un scénario collectif.

Ce scénario est spécifique au hameau de Marguery. Envisageant un site de traitement à proximité des habitations, **une parcelle accessible gravitairement s'impose en aval du hameau**. Elle se situe à la confluence des deux ravins entourant les habitations. Sa situation bien protégée visuellement permet de disposer d'un exutoire au traitement.

Le tableau suivant présente les investissements envisagés sur **le hameau de Marguery, comportant 12 habitations existantes et une quinzaine projetés**.

	Prix (€ H.T.)	
	global	par habitation existante
<b>Scénario collectif</b>	242 500	9 000
<b>Assainissement non collectif</b>	158 000	5 900

D'un point de vue économique, la solution d'assainissement non collectif est la plus avantageuse.

Il est cohérent de classer **le hameau de Marguery en assainissement non collectif** puisque :

- la vocation d'urbanisation n'engendre pas une densification suffisante pour justifier du système collectif,
- les contraintes au système collectif sont fortes avec une topographie marquée par des ravines prononcées.

## **D. ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**

---

## I. CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

*Cf. planche cartographique n°2*

**La carte de zonage de l'assainissement délimite (C.G.C.T., article L 2224-10) :**

- *« Les zones d'assainissement collectif où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;  
⇒ **Existantes**  
⇒ **Futures***
- *Les zones d'assainissement non collectif où la commune est tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien ».*

## II. ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### II.1. VIEUX VILLAGE D'ENTREPIERRES ET VILHOSC

Ces deux zones ont été délimitées en respectant le contour des parcelles dont les habitations sont actuellement connectées au réseau d'assainissement.

### II.2. CHARAGNE

La zone de Charagne proche du quartier mairie et dont l'existence d'un site de traitement à réhabiliter a été retenue zone d'assainissement collectif futur.

### III. ZONES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Au regard de l'étude des sols (partie B) et des comparatifs technico économiques présentés (partie C), les secteurs classés en assainissement non-collectif sont les hameaux de :

- Mézien – Les Naux,
- Baumas – St Puy,
- Mairie Ecole – Sibières,
- Marguery,
- La Colette – La Croix,
- L'Adrech,
- Cante l'abri,
- Les Granges.

Toutes les habitations isolées, n'étant pas incluses dans une zone d'assainissement collectif (existant ou futur), sont considérées par défaut en assainissement non collectif.

**La surface parcellaire totale retenue minimum pour les habitations nouvelles en zone non collective sera de 1 500 m<sup>2</sup>** pour répondre aux contraintes spécifiques de sols et d'habitats relevées sur la commune.

### IV. SYNTHÈSE

*Cf. Planche cartographique n°2*

Assainissement collectif	Assainissement collectif futur	Assainissement non collectif
Vieux village Entrepierres Haut de Vilhosc	Charagne	Mézien – Les Naux, Baumas – St Puy, Mairie Ecole – Sibières, Marguery, La Colette – La Croix, L'Adrech, Cante l'abri, Les Granges.

## **E. ASSAINISSEMENT COLLECTIF - LES OBLIGATIONS**

---

## I. LES OBLIGATIONS DE LA COMMUNE (OU DU DÉLÉGATAIRE)

Selon l'article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes sont « tenues d'assurer la collecte, le stockage, l'épuration et le rejet et/ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées dans les zones d'assainissement collectif. »

Le principe fondamental **d'égalité entre les usagers** doit être respecté.

En tant **qu'autorité chargée d'assurer la police en matière de salubrité publique**, le Maire (ou le délégué) est tenu :

- **de réaliser la partie publique du branchement** permettant de relier les immeubles aux canalisations d'égout ;
- **d'inciter les propriétaires** ainsi desservis à **raccorder leur construction** au réseau public d'assainissement et d'exiger la réalisation de travaux de réfection si nécessaire (en cas de mauvais branchement, de fuite sur le domaine privé,...). Elle peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation de ces raccordements.

## II. LES OBLIGATIONS DES USAGERS

### II.1. LE RACCORDEMENT AU RÉSEAU

---

#### ✓ Délais

En ce qui concerne le raccordement au réseau, le principe de fond est donné par l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique :

« Le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, **est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout.** »

Lorsque les habitations sont récentes, le délai de 2 ans **peut exceptionnellement être prolongé jusqu'à 10 ans**. Ce délai supplémentaire est quelquefois accordé afin de permettre au propriétaire « d'amortir » son installation individuelle récemment installée. Ce délai court à compter de la date de la délivrance du permis de construire.

Pendant cette période (de 2 à 10 ans), l'habitation n'est pas raccordée et aucun service n'est donc rendu à l'usager. Dès lors, il n'est pas possible de facturer la redevance d'assainissement collectif.

Cependant, *l'article L1331-1 alinéa 3 du Code de la Santé Publique* prévoit qu'« il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service de l'égout et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance. »

#### ✓ Exceptions

L'obligation de se raccorder au réseau ne connaît que peu d'exceptions, précisées par *l'arrêté du 19/07/1960* : elles concernent « **les immeubles faisant l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, déclarés insalubres, frappés d'arrêté de péril, destinés à la démolition ou difficilement raccordables** ».

En outre, **la démonstration par les particuliers du coût excessif des travaux de raccordement** peut fonder **une dérogation octroyée par le Maire**. Ce coût déraisonnable peut être lié à l'emplacement du raccordement, à l'éloignement du réseau par rapport à l'habitation, etc.

Dans le cas d'une nouvelle habitation à raccorder au réseau existant, on peut penser que le seuil du raisonnable serait apprécié au regard du coût d'un système d'assainissement non collectif neuf.

Dans le cas d'habitations existantes, le raisonnement des juges est plus lié aux circonstances de chaque affaire.

Il paraîtrait en tout état de cause raisonnable que, outre le coût excessif du raccordement, la dérogation soit également conditionnée à la possibilité pour l'administré de mettre en œuvre en contrepartie un système d'assainissement non collectif.

#### ✓ Frais de raccordement

La collectivité étend le réseau sur le domaine public et **l'utilisateur se raccorde à ses frais avec les contraintes induites** (distance au réseau importante, installation de pompes de relevage, etc...). Le cas échéant, les frais d'entretien, de maintenance et d'énergie sont à la charge de l'abonné.

Le fait pour un particulier de devoir poser une pompe ne peut constituer un obstacle au raccordement.

Dans certains cas, cela pourra le devenir si les coûts induits sont considérables. Il appartiendra alors au maire de déterminer si une dérogation à l'obligation de raccordement peut être accordée.

#### ✓ Rejet non domestiques

Les usagers, et plus particulièrement les restaurateurs, qui sont raccordés à un réseau d'assainissement collectif, sont soumis à *l'article R 1331-2 du code de la santé publique* **qui interdit le déversement de diverses substances dans les réseaux d'assainissement**, et notamment de « toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement ». Les graisses, selon leur quantité, sont donc potentiellement visées par cet article.

Cette règle est rappelée par *l'article 23 de l'arrêté du 22/12/1994* relatif aux stations d'épuration de plus de 2000 EH : " Les effluents collectés ne doivent pas contenir des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ; des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ; des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages. "

## **11.2. REDEVANCES ASSAINISSEMENT**

---

Le montant de la redevance d'assainissement est fixé par la commune en respectant les principes d'équilibre du budget et d'égalité des usagers.

En l'état actuel, le support de la redevance est la facture de distribution publique d'eau potable payée par l'utilisateur (en application du *décret n°67-945 du 24 octobre 1967*).

La réglementation indique néanmoins qu'il est possible de comptabiliser, dans le calcul de la redevance de l'assainissement collectif, **uniquement le volume consommé d'eau potable qui est collecté par le réseau d'assainissement**.

D'après *l'article R 2333-123 du Code Général des Collectivités Territoriales* :

« **Les volumes d'eau utilisés pour l'irrigation et l'arrosage des jardins ou pour tout autre usage ne générant pas une eau usée pouvant être rejetée dans le système d'assainissement**, dès lors qu'ils proviennent de branchements spécifiques, **n'entrent pas en compte dans le calcul de la redevance d'assainissement**. »

Selon *l'article R. 2333-125 du Code Général des Collectivités Territoriales* :

« Toute personne tenue de se raccorder au réseau d'assainissement et **qui s'alimente en eau**, totalement ou partiellement, **à une source qui ne relève pas d'un service public doit en faire la déclaration à la mairie**.

Dans le cas où **l'usage de cette eau générerait le rejet d'eaux usées collectées** par le service d'assainissement, la **redevance d'assainissement collectif est calculée** :

- soit par mesure directe au moyen de **dispositifs de comptage** posés et entretenus aux frais de l'utilisateur et dont les relevés sont transmis au service d'assainissement dans les conditions fixées par l'autorité mentionnée au premier alinéa de *l'article R. 2333-122*;

- soit à défaut de dispositifs de comptage ou de justification de la conformité des dispositifs de comptage par rapport à la réglementation, ou en l'absence de transmission des relevés, **sur la base de critères permettant d'évaluer le volume d'eau prélevé**, définis par la même autorité et prenant en compte notamment la surface de l'habitation et du terrain, le nombre d'habitants, la durée du séjour. »

## **F. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – LES OBLIGATIONS**

---

## I. LES OBLIGATIONS DE LA COMMUNE (OU DU DÉLÉGATAIRE)

### I.1. TEXTES RÉGLEMENTAIRES

---

**La loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006** indique que dans les zones relevant de l'assainissement non collectif, les communes sont seulement tenues **d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.**

**Les 3 arrêtés du 7 septembre 2009 :**

- celui relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle de l'A.N.C. ;
- celui définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'A.N.C. ;
- celui fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'A.N.C. recevant une charge brut de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO5.

### I.2. LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (S.P.A.N.C.)

---

La prise en charge de la compétence « contrôle des systèmes d'assainissement non collectif » par la commune implique **la création d'un service public d'assainissement non collectif (S.P.A.N.C.)** qui doit respecter les règles suivantes :

- Pour la gestion administrative et le choix du mode d'exploitation, les services d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif peuvent être organiquement unifiés ; par contre, ils doivent être distincts pour leur financement.
- Le financement provient d'une redevance acquittée par ses seuls usagers.
- La redevance est versée en contrepartie d'un service rendu et respecte le principe d'égalité des usagers devant le service.
- Le produit des redevances doit être affecté exclusivement au financement des charges du service.
- Le budget du service doit s'équilibrer en recettes et en dépenses (excepté pour les communes de moins de 3000 équivalent – habitants).

La localisation en zone d'assainissement collectif ou non collectif est **sans effet sur le champ d'intervention du SPANC qui doit contrôler tous les systèmes d'assainissement non collectif, même s'ils sont classés en zone d'assainissement collectif.**

### 1.3. LES OBLIGATIONS DE CONTRÔLE

---

Le contrôle de l'assainissement non collectif consiste soit à une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit à un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

**Le contrôle périodique** s'applique à toutes les installations et doit vérifier leur bon fonctionnement et leur entretien.

La périodicité des contrôles **est fixée par la commune** mais **elle ne peut excéder 8 ans**.

La commune détermine la date à laquelle elle procède au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elle effectue ce contrôle au plus tard **le 31 décembre 2012**.

Cette réglementation se traduit donc, d'une part, par des **contrôles administratifs** :

- la vérification de la conception sur le permis de construire (type de filière et dimensionnement adapté, respect des distances d'implantation,...) avec émission d'un avis favorable, ou défavorable ;
- la vérification des justificatifs des travaux de vidange (contrôle périodique).

D'autre part, par des visites de **contrôle de terrain** :

- pour les constructions neuves, la **vérification technique de bonne exécution** avant le recouvrement du dispositif (conformité avec projet validé, mise en œuvre, qualité des matériaux,...) ;
- pour les habitations existantes avant la création du SPANC et jamais contrôlées, **le diagnostic initial** permettant de recenser la filière et son dimensionnement, son fonctionnement, son état et son entretien, son accessibilité et son implantation ;
- **la visite périodique de l'entretien**, si la commune ne prend pas en charge l'entretien des installations, et de bon fonctionnement (vidanges, nuisances,...).

Le droit d'entrée dans les propriétés privées pour ce contrôle est réglementé de façon à garantir le respect des droits et des libertés des individus. L'arrêté précise qu'un **avis préalable de visite** doit être envoyé au particulier dans un délai raisonnable et que le compte rendu doit être notifié au propriétaire des lieux.

Selon *l'article L 1331-11 du Code de la Santé Publique*, « les **agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées** pour (...) procéder, selon les cas, à la vérification ou au diagnostic des installations d'assainissement non collectif ».

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement de leur mission, l'occupant peut être astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payé au service public d'assainissement si son immeuble avait été équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil communautaire.

## II. LES OBLIGATIONS DES USAGERS

Selon la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, les usagers **sont dans l'obligation de disposer d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement** lorsqu'il n'existe pas de réseau d'assainissement, même s'ils se trouvent dans la zone d'assainissement collectif sur la carte du zonage d'assainissement.

### II.1. CONTRAINTES D'IMPLANTATION POUR LES SYSTÈMES A.N.C

---

La seule contrainte réglementaire de portée générale est fixée par *l'arrêté du 07/09/2009 et les dispositions techniques du DTU 64.1 de mars 2007* :

«les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine.»

D'autres règles d'implantation sont préconisées notamment concernant les distances par rapport aux limites de propriété, aux arbres,...

Les règlements locaux (règlement sanitaire départemental, règlement d'urbanisme communal, éventuellement règlement du SPANC) peuvent fixer des prescriptions techniques plus restrictives.

### II.2. CHOIX DE LA FILIÈRE

---

**Seules les filières réglementaires décrites dans les arrêtés du 7 septembre 2009 et du DTU 64.1 de mars 2007 sont autorisées à ce jour.**

**En cas d'évacuation des effluents traités dans un milieu hydraulique superficiel**, des concentrations minimales concernant le rejet sont indiquées par l'annexe 2 (tableau 5) de l'arrêté du 07/09/2009 :

- MES : 30 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> : 35 mg/l.

Les mesures doivent être réalisées à la sortie du dispositif d'épuration sur un échantillon représentatif de deux heures non décanté.

Il est à noter que le rejet en milieu superficiel ne peut être pratiqué **qu'à titre exceptionnel**, « dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettent pas d'assurer leur dispersion dans le sol » (*article 12 de l'arrêté du 7 septembre 2009*).

### II.3. MATIÈRES DE VIDANGE

---

Le décret du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées s'applique également aux matières de vidange (article 4). Il les soumet donc aux mêmes contraintes (analyses des matières et des sols, responsabilité, réalisation de plans d'épandage, tenue d'un registre, etc.).

Par ailleurs, la réglementation spécifique de l'assainissement non collectif (*arrêté du 7 septembre 2009 art.8*) impose que l'élimination des matières de vidange se fasse conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

L'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique indique que le propriétaire fait régulièrement assuré l'entretien et la vidange de son installation par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

**La périodicité de référence pour la vidange** d'un système est indiquée par l'*arrêté du 7 septembre 2009* :

« La périodicité de la vidange de la fosse septique toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile ».

### II.4. DEVENIR DES DISPOSITIFS A.N.C. HORS D'USAGE

---

Deux articles du *Code de la Santé Publique* réglementent ce sujet :

- L'article L.1331-5: « Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire»
- L'article L.1331-6 : « Faute par le propriétaire de respecter [ces] obligations (...), la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables. »

L'article 30 du règlement sanitaire départemental type indiqué par la réglementation précise :

- « Les fosses fixes, septiques, chimiques ou appareils équivalents, abandonnés doivent être vidangés, désinfectés, comblés ou démolis. »

## 11.5. POURSUITE ET SANCTION EN CAS DE POLLUTION CAUSÉ PAR UN SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

---

Trois textes font de la **pollution de l'eau en tant que telle un délit** :

- Le principal texte est *l'article L216-6 du Code de l'environnement* qui prévoit 6 mois d'emprisonnement et 75 000 € d'amende en cas de rejet, dans les eaux superficielles ou souterraines, toute substance susceptible de causer des effets nuisibles sur la santé ou des dommages pour la faune ou la flore.
- Lorsque ces rejets portent atteinte aux poissons (à leur habitat, leur alimentation, leur reproduction...), c'est sur la base de *l'article L432-2 du code de l'environnement* que les poursuites peuvent être engagées. Ce texte prévoit jusqu'à 2 ans d'emprisonnement et 18 000 € d'amende.
- Le fait d'introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source ou dans des puits servant à l'alimentation publique, est, quant à lui, susceptible d'être puni de trois ans d'emprisonnement et de 4 500 € d'amende par *l'article L1334-4 du Code de la santé publique*.

Il est également possible de s'appuyer sur les textes suivants :

- *l'article R116-2 4° du Code de la voirie routière* qui prévoit une amende de 5ème classe (1500€) en cas de déversement sur la voie publique de substances susceptibles de présenter un risque pour la sécurité ou la salubrité publique ;
- le *décret n°2003-462 du 21 mai 2003* qui prévoit, pour les infractions au règlement sanitaire départemental, une amende de 3ème classe (450 €).

*L'article L1331-8 du Code de la Santé Publique* institue une sanction financière possible en cas de non-respect des obligations générales applicables en matière d'assainissement :

- obligation de raccordement,
- obligation de mise hors service des installations d'assainissement non collectif,
- obligation de mise en place d'un système d'assainissement non collectif maintenu en bon état de fonctionnement.

Cette sanction financière est d'un montant équivalent à la redevance qui serait due au service public d'assainissement en cas de respect de ces obligations et peut, sur décision de la collectivité, être majorée dans la limite de 100%.

## **II.6. RÉHABILITATION DES DISPOSITIFS D'A.N.C.**

---

*L'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique* impose que les systèmes d'assainissement non collectif soient «**maintenus en bon état de fonctionnement**». Par conséquent, **l'obligation de réhabiliter un système s'impose dès qu'il n'est plus en mesure de garantir simultanément la protection de l'environnement et de la santé publique**, qui sont les deux objectifs fondamentaux de l'assainissement non collectif.

En cas de **non-conformité** de son installation d'assainissement non collectif à la **réglementation en vigueur** le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, **dans un délai de quatre ans** suivant sa réalisation. Faute par le propriétaire de respecter ses obligations, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables en application de l'article L.1331-6 du Code de la Santé Publique.

## **II.7. PERMIS DE CONSTRUIRE**

---

**L'article L.421-3 du code de l'urbanisme** indique que « le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant (...) leur assainissement... ». Ceci implique soit d'être raccordé à un réseau d'assainissement, soit de recourir à l'assainissement non collectif.

*L'article L 1331-11 de code de la santé publique* indique que « lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif (...) est joint au dossier de diagnostic technique » qui est annexé à la promesse de vente.

## **II.8. POSSIBILITÉ DE RACCORDER AU RÉSEAU UNE PARCELLE ZONÉE EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

---

**L'obligation de raccordement issue du Code de la Santé Publique a une valeur juridique supérieure à celle du zonage.**

Par conséquent, l'existence d'un zonage n'impose pas une solution d'assainissement pour chaque parcelle.

De cette manière, même si une parcelle se situe en zone d'assainissement non collectif, cela n'empêchera pas le raccordement au réseau d'assainissement dans la mesure où cette solution est meilleure d'un point de vue environnemental et/ou économique.

**ANNEXE :**

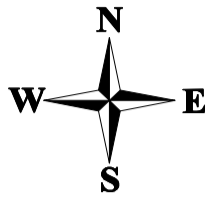
**PLANCHES**

**CARTOGRAPHIQUES**

---

Sources :  
Fond cadastral

Echelle : 1/15000



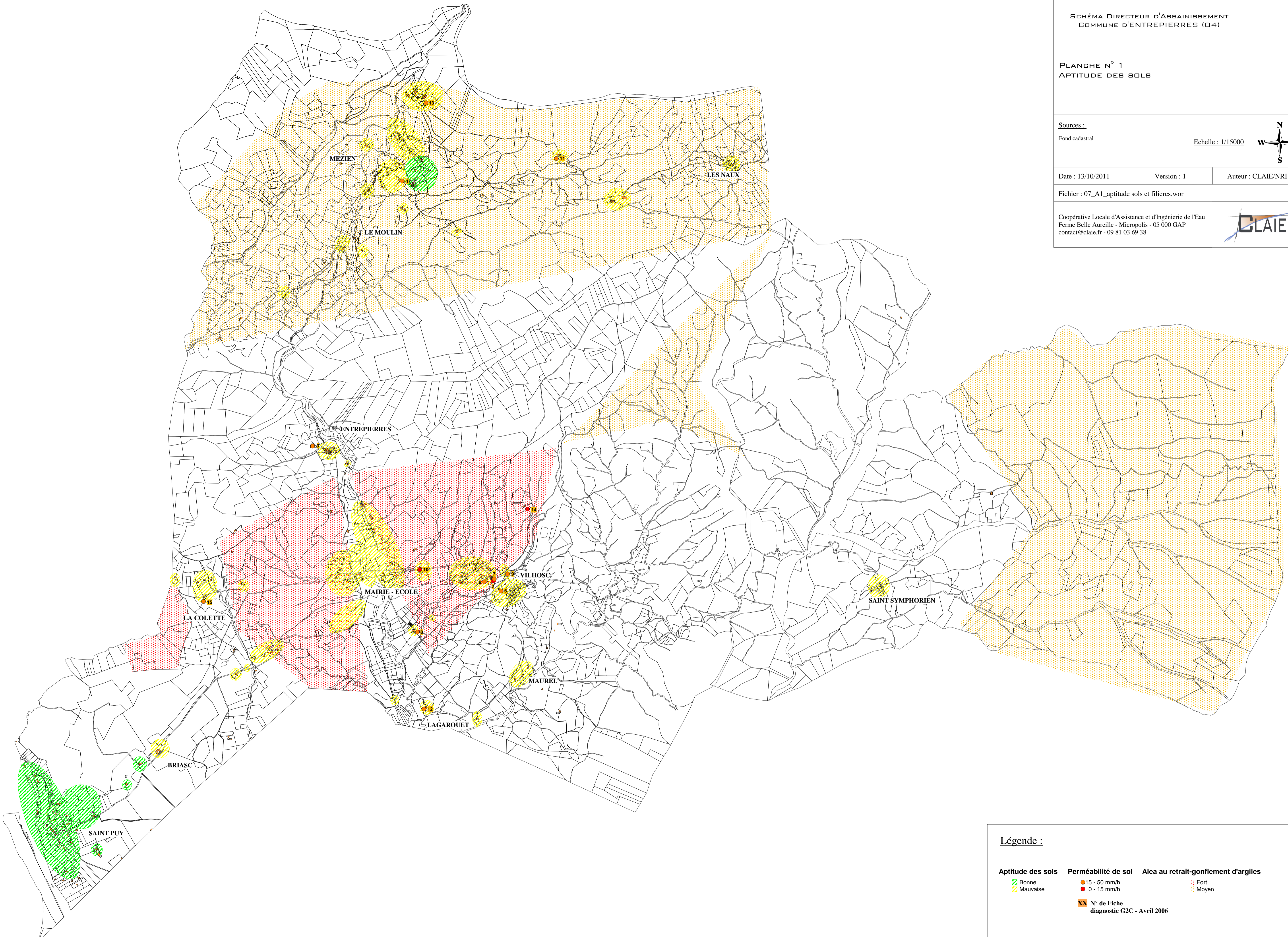
Date : 13/10/2011

Version : 1

Auteur : CLAIÉ/NRI

Fichier : 07\_A1\_aptitude sols et filieres.wor

Coopérative Locale d'Assistance et d'Ingénierie de l'Eau  
Ferme Belle Aureille - Micropolis - 05 000 GAP  
contact@clai.e.fr - 09 81 03 69 38



**Légende :**

- | Aptitude des sols | Perméabilité de sol                     | Alea au retrait-gonflement d'argiles |
|-------------------|---|--------------------------------------|
| Bonne             | 15 - 50 mm/h                            | Fort                                 |
| Mauvaise          | 0 - 15 mm/h                             | Moyen                                |
|                   | N° de Fiche diagnostic G2C - Avril 2006 |                                      |

SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT  
COMMUNE D'ENTREPIERRES (04)

PLANCHE N° 2  
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Sources :  
Fond cadastral

Echelle : 1/15000



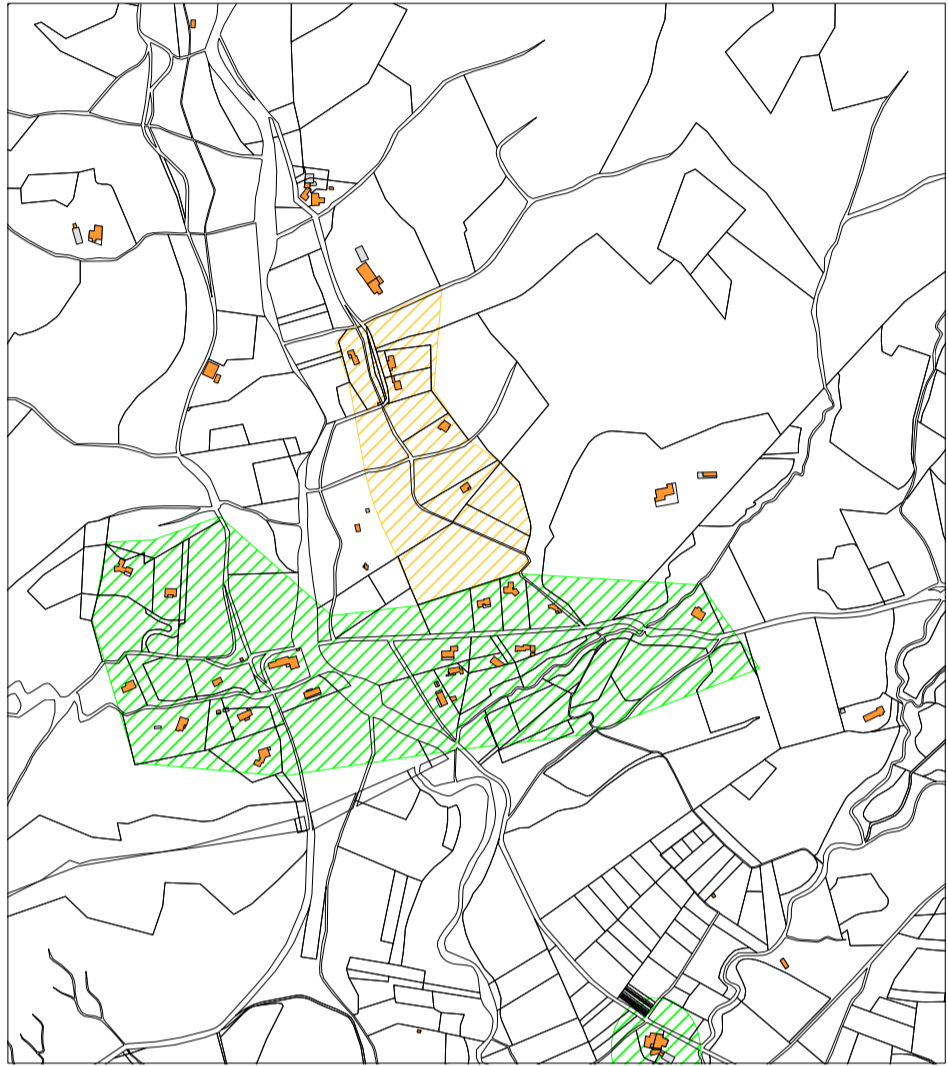
Date : 17/01/2012

Version : 1

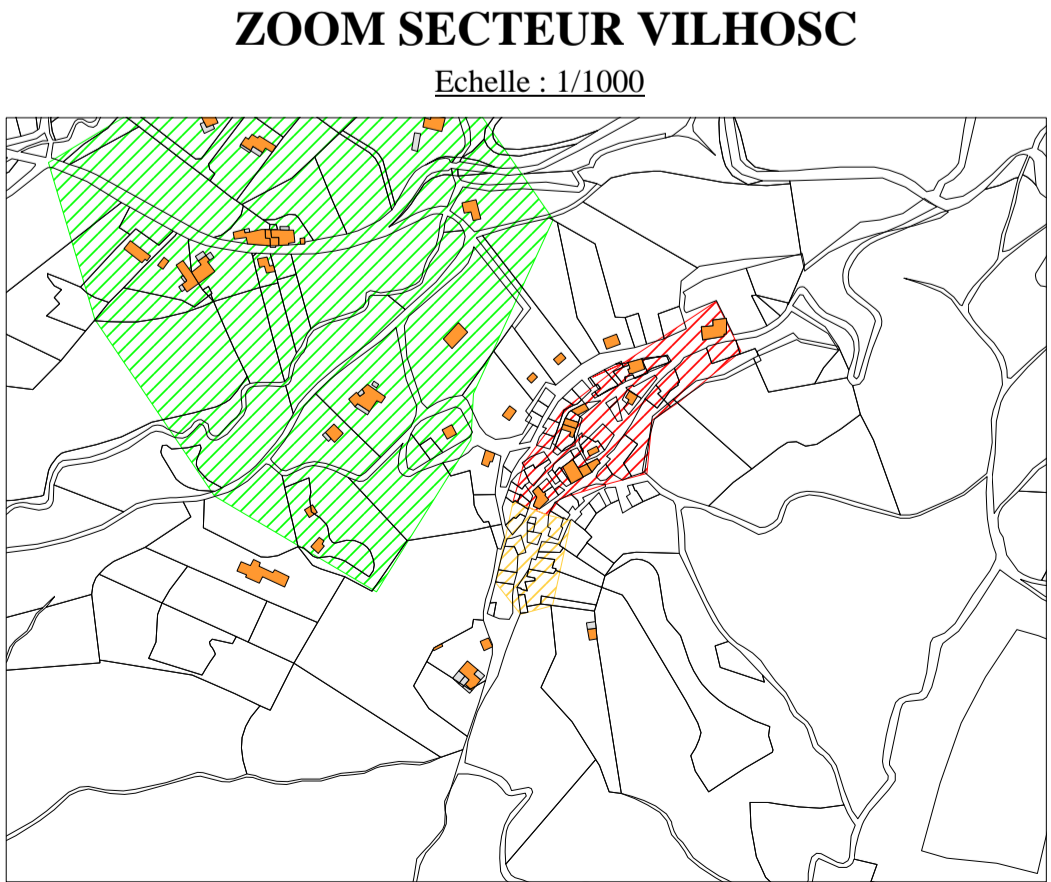
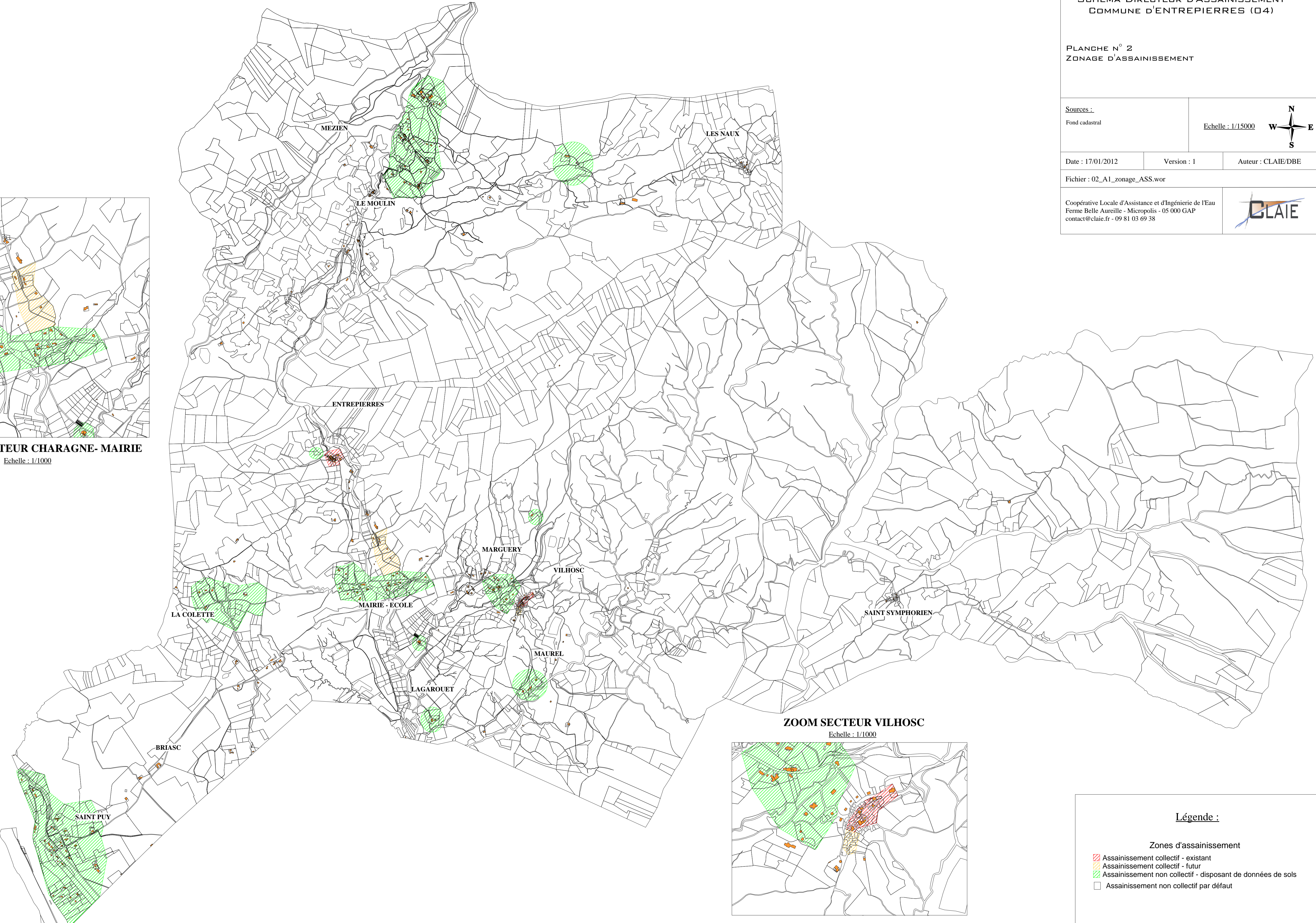
Auteur : CLAIÉ/DBE

Fichier : 02\_A1\_zonage\_ASS.wor

Coopérative Locale d'Assistance et d'Ingénierie de l'Eau  
Ferme Belle Aureille - Micropolis - 05 000 GAP  
contact@clai.e.fr - 09 81 03 69 38



ZOOM SECTEUR CHARAGNE- MAIRIE  
Echelle : 1/1000



ZOOM SECTEUR VILHOSC  
Echelle : 1/1000

Légende :

Zones d'assainissement

- Assainissement collectif - existant
- Assainissement collectif - futur
- Assainissement non collectif - disposant de données de sols
- Assainissement non collectif par défaut

**ANNEXE :**

**FILIÈRES TYPES**

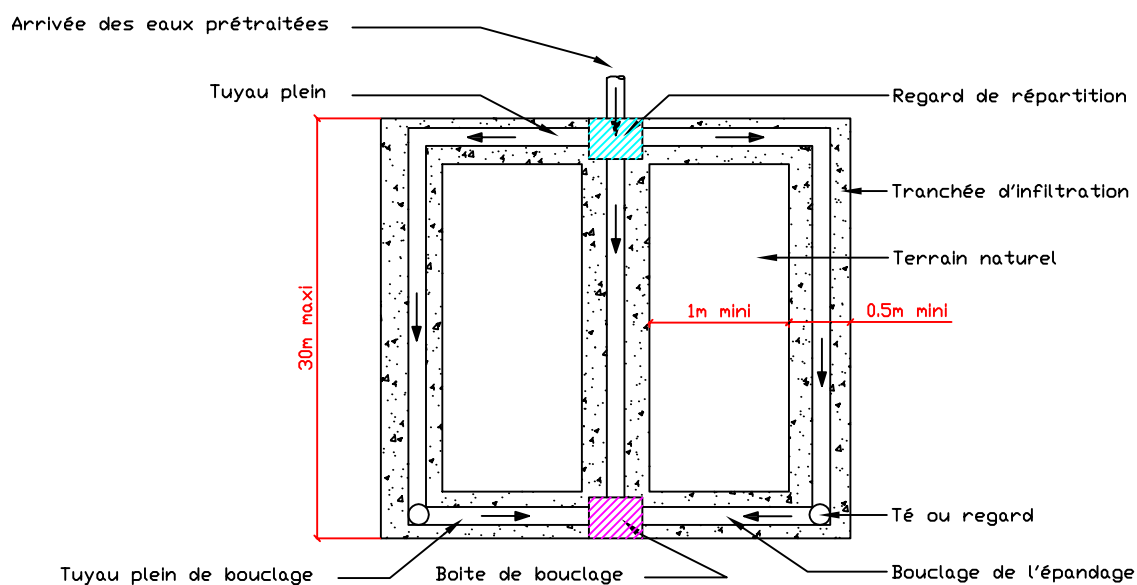
**D'ASSAINISSEMENT NON**

**COLLECTIF**

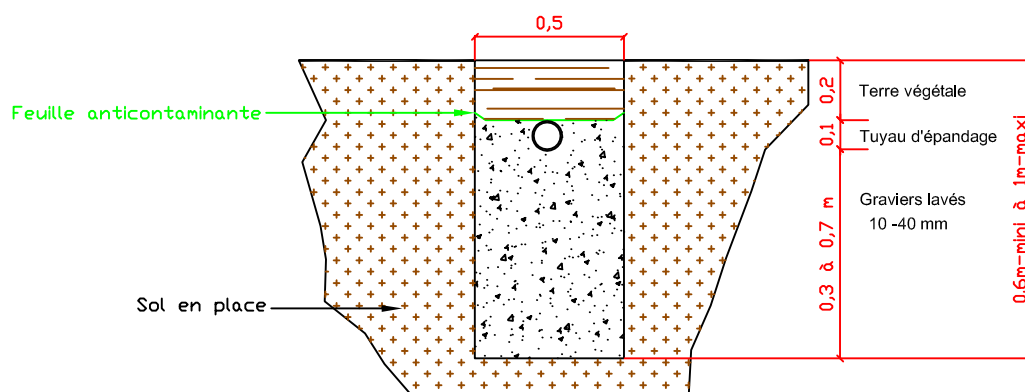
---

## Synoptique de l'Installation

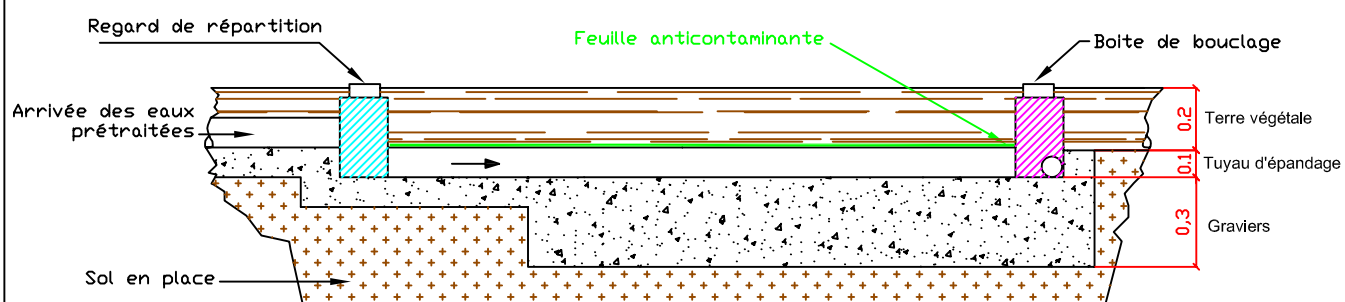
### Vue de Dessus



### Coupe transversale tranchée



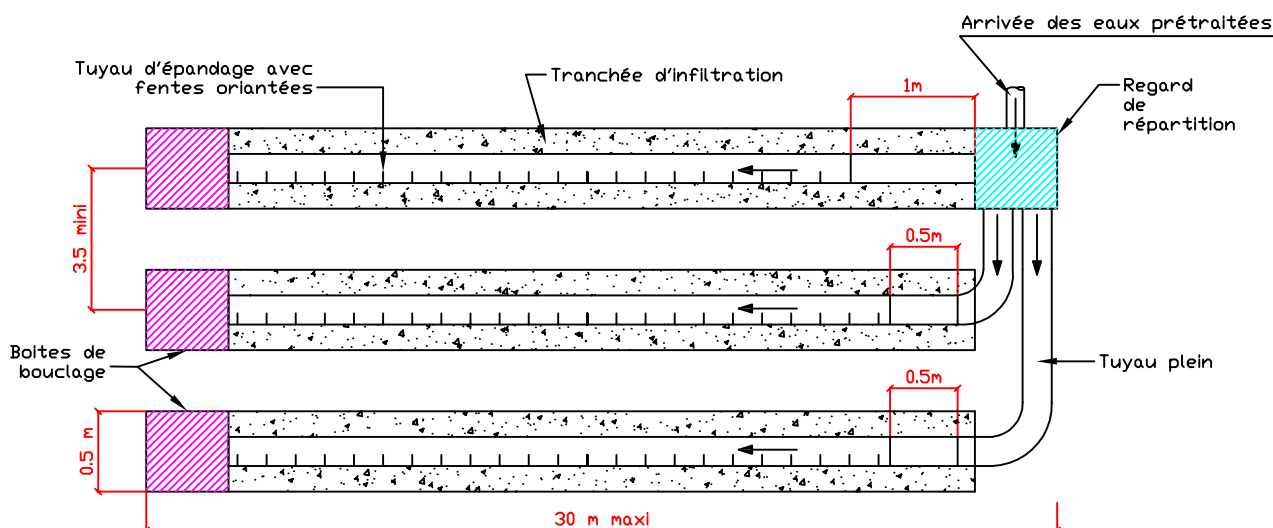
### Coupe longitudinale tranchée



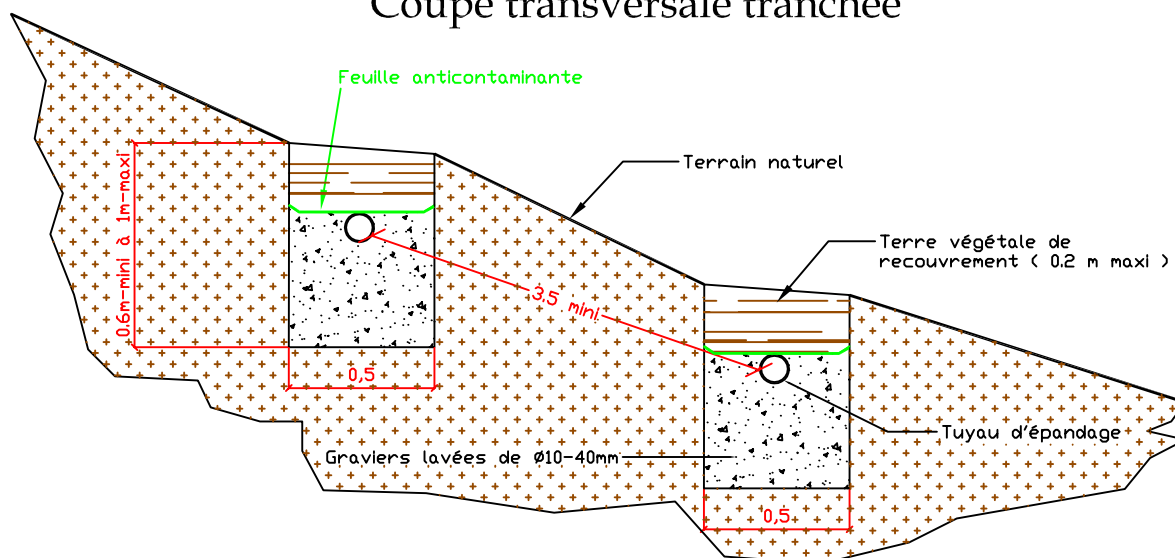
NB: toutes les données de cette fiche sont issues du document technique XP DTU 64.1 de mars 2007, auquel il est indispensable de se référer avant toute réalisation.  
 les tranchées d'épandage présentées sont constituées de 3 brins mais peuvent être envisagées en 5 brins.  
 la longueur totale de drains à mettre en place dépend de la perméabilité du site.

## Synoptique de l'Installation

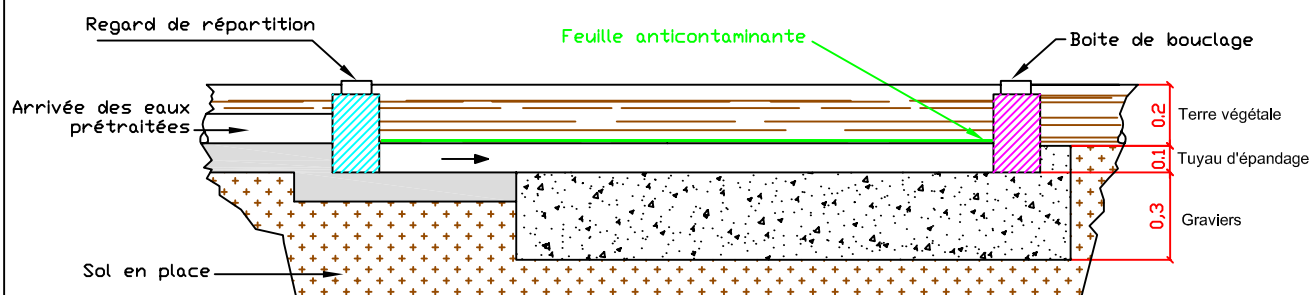
### Vue de Dessus



### Coupe transversale tranchée

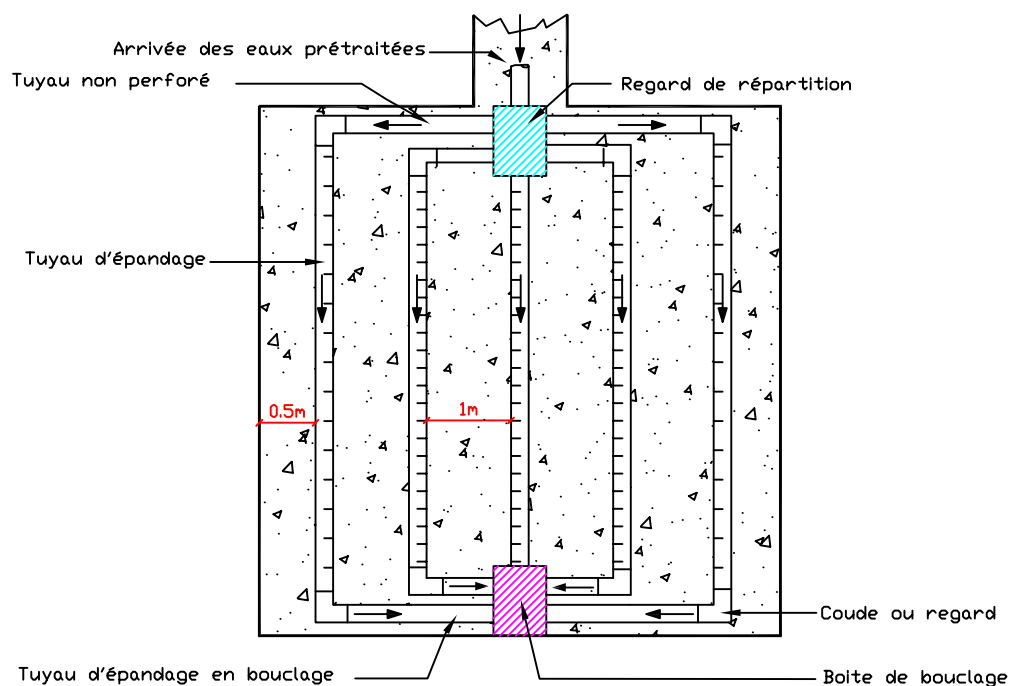


### Coupe longitudinale tranchée

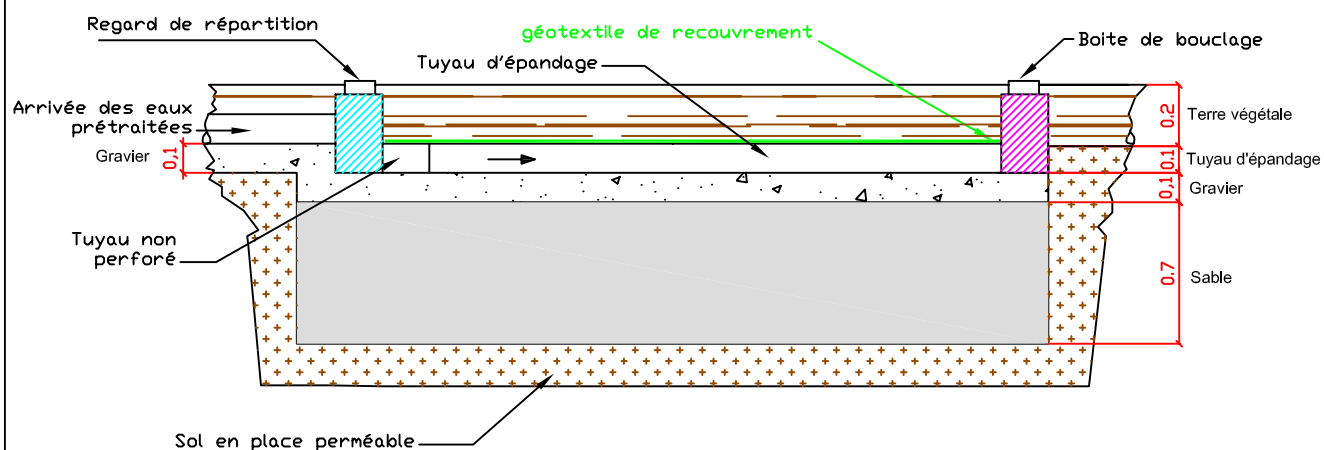


## Synoptique de l'Installation

### Vue de Dessus

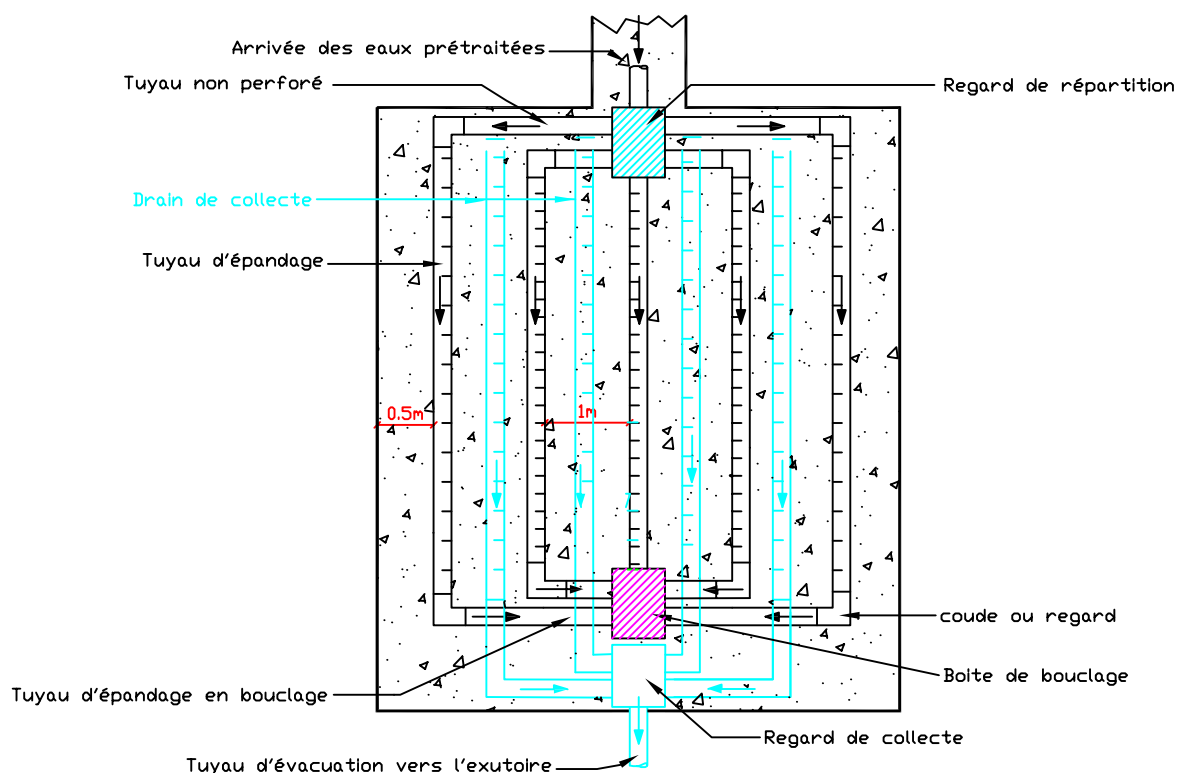


### Coupe longitudinale

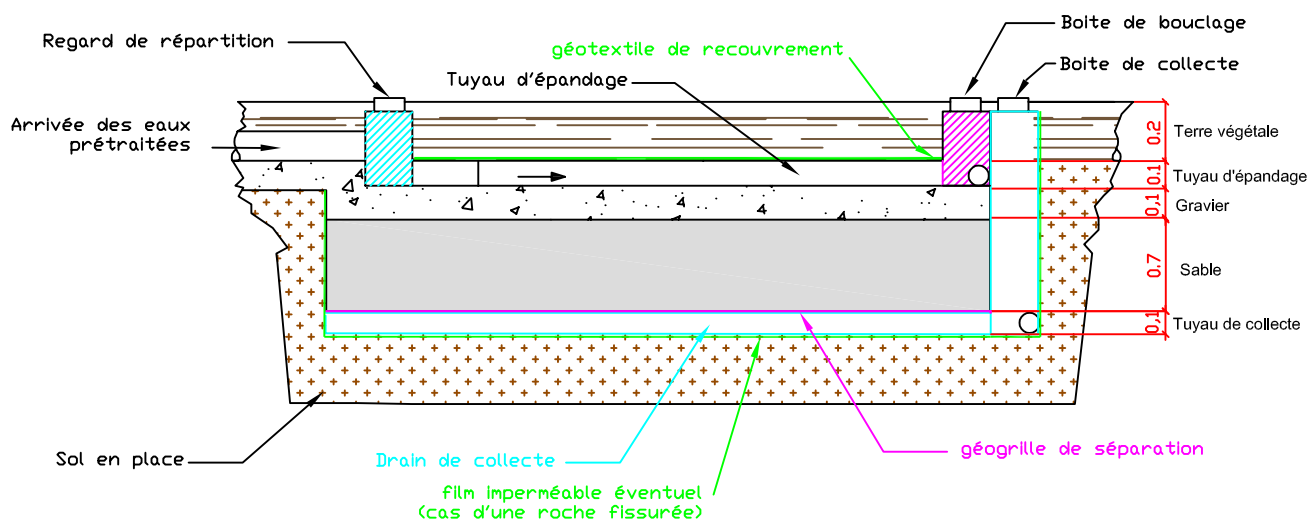


## Synoptique de l'Installation

### Vue de Dessus



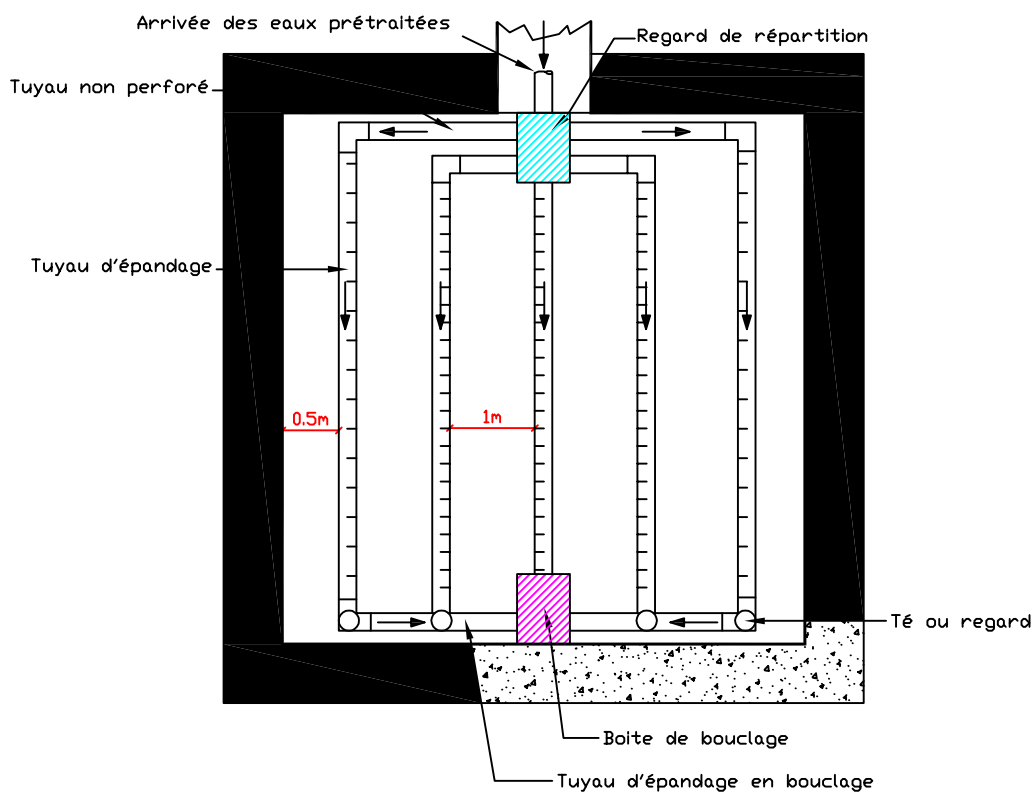
### Coupe longitudinale



NB: toutes les données de cette fiche sont issues du document technique XP DTU 64.1 de mars 2007, auquel il est indispensable de se référer avant toute réalisation.

### Synoptique de l'Installation

#### Vue de Dessus



#### Coupe longitudinale

